







Procedure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	2017/0134(COD) Procédure terminée
Harmonisation du revenu national brut (RNB) aux prix du marché Abrogation Règlement (EC,Euratom) No 1287/2003	2002/0245(CNS)
Sujet 8.60 Législation statistique européenne 8.70.01 Financement du budget, ressources propres	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	ECON Affaires économiques et monétaires	 GUALTIERI Roberto Rapporteur(e) fictif/fictive  STOLOJAN Theodor Dumitru  ZÍLE Roberts  TREMOSA I BALCELLS Ramon  GIEGOLD Sven	06/07/2017
Conseil de l'Union européenne	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil Compétitivité (marché intérieur, industrie, recherche et espace)	Réunion	Date 18/02/2019
Commission européenne	DG de la Commission Eurostat	Commissaire DOMBROVSKIS Valdis	

Evénements clés			
20/06/2017	Publication de la proposition législative	COM(2017)0329	Résumé
03/07/2017	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
24/01/2018	Vote en commission, 1ère lecture		
24/01/2018	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		

30/01/2018	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A8-0009/2018	Résumé
05/02/2018	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
07/02/2018	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71)		
31/01/2019	Résultat du vote au parlement		
31/01/2019	Décision du Parlement, 1ère lecture	T8-0056/2019	Résumé
18/02/2019	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
19/03/2019	Signature de l'acte final		
19/03/2019	Fin de la procédure au Parlement		
29/03/2019	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de procédure	2017/0134(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Abrogation Règlement (EC,Euratom) No 1287/2003 2002/0245(CNS)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 338-p1
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	ECON/8/10276

Portail de documentation

Document de base législatif	COM(2017)0329	20/06/2017	EC	Résumé
Projet de rapport de la commission	PE612.210	25/10/2017	EP	
Amendements déposés en commission	PE613.612	22/11/2017	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A8-0009/2018	30/01/2018	EP	Résumé
Lettre de Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel	GEDA/A/(2018)009890	05/12/2018	CSL	
Texte convenu lors des négociations interinstitutionnelles	PE632.688	19/12/2018	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique	T8-0056/2019	31/01/2019	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2019)150	27/02/2019	EC	

Projet d'acte final		00074/2018/LEX	13/03/2019	CSL	
Document de suivi		COM(2022)0733	19/12/2022	EC	

Acte final

[Règlement 2019/516](#)
[JO L 091 29.03.2019, p. 0019](#) Résumé

Actes délégués

[2020/2821\(DEA\)](#) Examen d'un acte délégué

Harmonisation du revenu national brut (RNB) aux prix du marché

OBJECTIF: renforcer la comparabilité, la fiabilité et l'exhaustivité de l'agrégat RNB (revenu national brut).

ACTE PROPOSÉ: Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN: le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE: le revenu national brut (RNB) constitue la base de calcul de la part la plus importante des ressources propres dans le budget de l'Union européenne.

La nouvelle [décision 2014/335/UE](#), Euratom du Conseil relative au système des ressources propres de l'UE est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2016. Cette décision prévoit qu'aux fins des ressources propres, le RNB des États membres est défini conformément au [règlement \(UE\) n° 549/2013](#) du Parlement européen et du Conseil relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne (SEC 2010).

Le SEC 2010 est devenu, en septembre 2014, le nouveau cadre de référence pour le calcul des comptes nationaux dans l'UE.

En vue de renforcer la comparabilité, la fiabilité et l'exhaustivité de l'agrégat RNB, la Commission estime qu'il est nécessaire de réviser le [règlement \(CE, Euratom\) n° 1287/2003](#) du Conseil relatif à l'harmonisation du revenu national brut aux prix du marché (le «règlement RNB») dans le but d'aligner le RNB sur le règlement (UE) n° 549/2013 dont la base légale est également l'article 338, paragraphe 1 du TFUE, lequel constitue la base légale des statistiques européennes.

La proposition s'inscrit dans le prolongement des recommandations formulées dans le [rapport spécial n° 11/2013](#) de la Cour des comptes intitulé «Obtenir des données fiables sur le revenu national brut (RNB)» et de la [communication de la Commission](#) concernant la méthode de production des statistiques de l'Union européenne: «une vision de la prochaine décennie».

CONTENU: le règlement proposé, abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1287/2003 du Conseil (le «règlement RNB»), est une simple mise à jour du système existant. Il prévoit que le revenu national brut aux prix du marché (RNB) et le produit intérieur brut aux prix du marché (PIB) sont définis conformément au système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010), mis en place par le règlement (UE) n° 549/2013.

Afin de mettre l'accent sur l'intégrité statistique lors de l'établissement et de l'harmonisation du RNB, la base légale serait l'article 338, paragraphe 1, TFUE.

Les modifications proposées par rapport à la situation en vertu du règlement RNB sont l'adaptation au SEC 2010 de la déclaration des données RNB et la mise en place du comité du système statistique européen (CSSE) en tant que comité de comitologie compétent, en remplacement du comité RNB, dans le cadre de la nouvelle structure du système statistique européen (SSE).

Selon la Commission, la proposition allège la charge pesant sur les États membres par rapport à la situation actuelle car, sans un passage au SEC 2010 aux fins des ressources propres, les États membres pourraient être tenus de produire un double jeu de comptes, à la fois sur la base du SEC 2010 et du SEC 95.

Harmonisation du revenu national brut (RNB) aux prix du marché

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport de Roberto GUALTIERI (S&D, IT) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation du revenu national brut aux prix du marché (règlement RNB) abrogeant la directive 89/130/CEE, Euratom du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 1287/2003 du Conseil.

Pour rappel, le règlement proposé, abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1287/2003 du Conseil (le «règlement RNB»), prévoit que le revenu national brut aux prix du marché (RNB) et le produit intérieur brut aux prix du marché (PIB) sont définis conformément au système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010), mis en place par le règlement (UE) n° 549/2013.

La commission parlementaire a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit.

Les députés ont précisé que le RNB constituait la base de calcul de la part la plus importante des ressources propres dans le budget de

l'Union.

Pour que les données RNB soient exhaustives, ces dernières devraient également tenir compte des activités et transactions informelles, non enregistrées ou autres qui ne sont déclarées ni dans les enquêtes statistiques, ni aux autorités fiscales, aux organismes de sécurité sociale ou autres autorités administratives.

La Commission se verrait conférer le pouvoir d'adopter des actes délégués pour une durée de cinq ans en ce qui concerne la définition du contenu de l'inventaire des sources et des méthodes utilisées pour produire les données RNB, et en ce qui concerne les mesures garantissant la fiabilité, l'exhaustivité et la comparabilité des données RNB.

Harmonisation du revenu national brut (RNB) aux prix du marché

Le Parlement européen a adopté par 567 voix pour, 45 contre et 37 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation du revenu national brut aux prix du marché (règlement RNB) abrogeant la directive 89/130/CEE, Euratom du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 1287/2003 du Conseil.

Pour rappel, le règlement proposé, abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1287/2003 du Conseil (le «règlement RNB»), prévoit que le revenu national brut aux prix du marché (RNB) et le produit intérieur brut aux prix du marché (PIB) sont définis conformément au système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010), mis en place par le règlement (UE) n° 549/2013.

La position du Parlement européen arrêtée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire a modifié la proposition de la Commission comme suit :

Le texte amendé insiste sur le fait que le revenu national brut aux prix du marché (RNB) constitue la base de calcul de la part la plus importante des ressources propres dans le budget général de l'Union. Dès lors, les données RNB devraient être fiables, exhaustives et comparables.

Pour que les données RNB soient exhaustives, ces dernières devraient également tenir compte des activités et transactions informelles, non enregistrées ou autres qui ne sont déclarées ni dans les enquêtes statistiques, ni aux autorités fiscales, aux organismes de sécurité sociale ou autres autorités administratives.

À des fins de vérification du RNB, la Commission (Eurostat) serait habilitée à effectuer des missions d'information RNB afin de vérifier la qualité des agrégats RNB et de leurs composantes et de vérifier la conformité avec le SEC 2010, ainsi que de veiller à ce que les données RNB soient comparables, fiables et exhaustives.

La Commission pourrait adopter :

- des actes délégués pour une période de cinq ans (renouvelable) ce qui concerne la liste des points à aborder dans le cadre de chaque cycle de vérification afin d'assurer la fiabilité, l'exhaustivité et le plus haut degré possible de comparabilité des données RNB, en conformité avec le SEC 2010 ;

- des mesures spécifiques d'exécution visant à rendre les données RNB plus comparables, plus fiables et plus exhaustives, sur la base de la liste de points dressée par la Commission dans les actes délégués.

Harmonisation du revenu national brut (RNB) aux prix du marché

OBJECTIF: renforcer la comparabilité, la fiabilité et l'exhaustivité de l'agrégat RNB (revenu national brut).

ACTE LÉGISLATIF: Règlement (UE) 2019/516 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation du revenu national brut aux prix du marché, et abrogeant la directive 89/130/CEE, Euratom du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 1287/2003 du Conseil (règlement RNB).

CONTENU : le revenu national brut aux prix du marché (RNB) constitue la base de calcul de la part la plus importante des ressources propres dans le budget général de l'Union. Dès lors, les données RNB doivent être fiables, exhaustives et comparables

Le règlement adopté, abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1287/2003 du Conseil (le «règlement RNB»), est une simple mise à jour du système existant. Il prévoit que le revenu national brut aux prix du marché (RNB) et le produit intérieur brut aux prix du marché (PIB) sont définis conformément au système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010), mis en place par le [règlement \(UE\) n° 549/2013](#).

Avant le 1^{er} octobre de chaque année, les États membres devront fournir à la Commission (Eurostat), dans le cadre de la comptabilité nationale, des chiffres pour les agrégats RNB et leurs composantes. Les totaux du PIB et de ses composantes seront présentés conformément aux trois optiques servant à définir et à calculer le RNB aux prix du marché : optique de la production, optique des dépenses, optique des revenus.

La Commission constituera un groupe d'experts formel, composé de représentants de l'ensemble des États membres et présidé par un représentant de la Commission, chargé de conseiller la Commission et d'exprimer son avis concernant la comparabilité, la fiabilité et l'exhaustivité des calculs du RNB, d'examiner les questions liées à la mise en œuvre du règlement et de rendre chaque année un avis sur la pertinence des données RNB communiquées par les États membres aux fins des ressources propres.

La Commission pourra effectuer des missions d'information RNB afin de vérifier la qualité des agrégats RNB et de leurs composantes et de vérifier la conformité avec le SEC 2010, ainsi que de veiller à ce que les données RNB soient comparables, fiables et exhaustives.

Elle aura le pouvoir d'adopter :

- des actes délégués pour une période de cinq ans (renouvelable) en ce qui concerne la liste des points à aborder dans le cadre de chaque cycle de vérification ;

- des mesures d'exécution pour établir la structure et les modalités de l'inventaire des sources et des méthodes utilisées pour produire les données RNB et leurs composantes, ainsi que le calendrier de sa mise à jour et de transmission, et pour mettre en place des mesures spécifiques visant à améliorer la comparabilité, la fiabilité et l'exhaustivité des données RNB des États membres sur la base de la liste de points dressée par la Commission.

Avant le 1^{er} janvier 2023, la Commission présentera au Parlement européen et au Conseil un rapport sur l'application du règlement.

ENTRÉE EN VIGUEUR: 18.4.2019.